

samedi 3 juillet 2010



Solidaires

Site Internet : http://sudsnpe.fr Mail : sud.snpe@snpe-syndicat.fr



Déclaration des élus SUD au CCE SME du 28/06/10

Délit d'entrave

La presse répand des informations sur le projet de cession de SME au groupe SAFRAN, informations qui ne sont pas en la possession des élus du CCE. D'autres part à ce jour dans la procédure du droit d'alerte l'expert comptable désigné par le CCE n'a eu aucun document. Les élus SUD envisagent une procédure de délit d'entrave car si ces informations se confirmaient, il est évident qu'elles ne peuvent émaner que des équipes dirigeantes des deux groupes en question.

Il est inacceptable que la presse révèle des informations sur un projet au sujet duquel les représentants des salariés doivent être informés en priorité.

ROXEL

Les élus SUD expriment leur soutien aux salariés et à l'intersyndicale de ROXEL qui dénonce le PSE que la direction veut mettre en place.

Nous considérons ce projet injustifiable. Ce n'est pas aux salariés de ROXEL de payer, par la perte de leur emploi, la recherche de rentabilité.

Nous demandons que la direction de SME qui est actionnaire à 50 % de ROXEL se positionne sur ce projet.

Les élus SUD utiliseront tous les moyens possibles pour combattre ce projet, en accord avec les salariés et l'intersyndicale de ROXEL.

Eurenco et BNC

Les élus SUD demandent des explications sur la logique des investissements concernant Eurenco et la conséquence de ces investissements en termes d'emploi.

Dans le même temps, des annonces inquiétantes ont été faites par le directeur de BNC, les Elus SUD demandent des explications sur l'avenir de l'emploi des salariés de BNC et l'engagement du maintien de l'emploi de chaque salarié.

Toulouse

Il semblerait que des baisses de charge sont prévues sur l'établissement de Toulouse, les élus SUD demandent si cela est confirmé et quelles seraient les conséquences de ces baisses.

Etablissement du CRB

Les élus SUD s'inquiètent de la perte de compétences à court terme du personnel non cadre sur le CRB. En effet, plus de la moitié des agents de maitrise on plus de 50 ans et aucune embauche en CDD ou CDI n'est à l'horizon. Quel avenir pour le CRB dans ces conditions ?

Austérité

L'Etat a annoncé des restrictions budgétaires, les élus SUD demandent quel sera l'impact de ces réductions sur l'activité au sein de SME.

Chaises musicales

Les élus SUD aimeraient savoir en quoi consiste le jeu de chaises musicales entre les directeurs des sites de Structil, de Toulouse et du CRB.